

Vive le IV^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale

N° 22 (anc. série n° 320) — 20 fr. « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » Mensuel — JUILLET-AOÛT 1954

Le IV^e Internationale a tenu son 4^e Congrès Mondial en Italie dans les premiers jours de juillet 1954.

Plus de soixante délégués et représentants d'organisations provenant de vingt et un pays appartenant à tous les continents y ont pris part. Ses travaux ont duré huit jours consécutifs. Le Congrès fut placé sous la présidence d'honneur de tous nos morts et victimes de la répression impérialiste ou stalinienne depuis le 3^e Congrès Mondial.

Le 4^e Congrès Mondial s'est tenu dans une situation internationale qui a vérifié les analyses et les perspectives établies au Congrès précédent. Qui, au lendemain de Dien-Bien-Phu et au cours de la conférence de Genève, pourrait contester ce qu'en 1951 nous avons été les premiers dans le monde ouvrier et dans le monde en général, à définir :

Le rapport des forces mondiales désormais en faveur des masses et évoluant en leur faveur ; l'impérialisme — dont les forces essentielles se trouvent aux Etats-Unis et qui craint une crise économique majeure — ne voyant d'autre issue que dans un conflit global ; la préparation de cette guerre contre-révolutionnaire aggravant la crise sociale et le déclenchement des hostilités devant porter celle-ci à un paroxysme ? N'est-il pas clair que nous sommes depuis quelques mois entrés dans une période critique ? A l'occasion de Dien Bien Phu, ne fut-il pas question de recourir à la bombe atomique contre la Chine ? Bien sûr, l'enjeu est si gros pour le capitalisme qu'il montre des hésitations et est divisé par des contradictions ; mais l'attitude du gouvernement des Etats-Unis montre clairement que celui-ci n'est pas disposé à un compromis durable, à une coexistence pacifique qui ne peut que limiter son « espace vital », qu'il ne

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

DES TRAVAILLEURS

Aidée par les votes de confiance du P. C. F. et du P. S., la bourgeoisie française tente de sortir de l'impasse par l'opération Mendès-France

Les travailleurs imposeront le Front unique P. C. F. - P. S. contre « l'homme nouveau » du grand capital

Une énorme opération publicitaire tente de porter au compte de Mendès-France l'immense satisfaction du peuple à l'arrêt d'une guerre révoltante. L'héroïsme du peuple vietnamien a fait plier le genou à l'impérialisme français et c'est celui-ci qui tente de s'armer de pacifisme. On assiste à une opération de transfert du prestige de la révolution vietnamienne victorieuse sur le représentant de l'impérialisme qui, depuis neuf ans, s'est acharné à l'écraser.

Des éditorialistes et la presse dite progressiste alimentent cette confusion inédite en faisant de Mendès-France un homme nouveau, l'homme de la paix, etc... Mais c'est surtout les votes du parti socialiste et du parti communiste français pour son investiture qui lui ont permis de jeter ce trouble.

Ces partis ouvriers qui étaient dans l'opposition ont expliqué leur vote pour ce gouvernement bourgeois afin d'obtenir la paix au Vietnam.

LA LUTTE DU PEUPLE VIETNAMIEU A IMPOSE L'ARMISTICE

La bourgeoisie française était dans l'obligation de cesser la guerre payée que le peuple vietnamien le lui a imposé, sous les coups qu'il lui assénait et que l'impérialisme yankee n'était pas décidé à élargir à présent le conflit. Au lieu de profiter de cet affaiblissement, de cette défaite de l'ennemi de classe, ces partis ouvriers lui donnent leur soutien, lui confient le soin de s'en sortir au meilleur prix, dans les meilleures conditions pour lui ; ils donnent, en outre, le prestige de « l'homme de la paix » à Mendès-France qui tente de sortir l'impérialisme de son impasse. Au lieu de profiter de la faiblesse du capitalisme pour l'achever les partis ouvriers se sont précipités pour lui porter le réconfort de leurs votes.

Depuis des années, ces partis auraient pu mobiliser les masses pour imposer leur gouvernement qui aurait cessé une guerre contre la liberté du peuple vietnamien. Au moment de la chute de Laniel, ils auraient dû et pu revendiquer le pouvoir pour faire cette paix et sortir le peuple de la ruine. Même si à ce moment, en raison des conséquences de leur politique passée, il n'avait pas été possible de retourner complètement la situation, c'était leur devoir élémentaire de mobiliser les masses pour obliger l'impérialisme chancelant à faire la paix au Vietnam.

plus vite et à meilleur prix pour le peuple vietnamien.

Ils ont laissé passer Dien-Bien-Phu sans même tenter d'apporter à la révolution vietnamienne l'aide d'une mobilisation des masses. Et aujourd'hui, où l'impérialisme doit céder, ils lui laissent la possibilité de traiter non seulement sans inquiétude quant à « l'arrière », mais même en le soutenant. C'est-à-dire que Mendès-France a pu discuter pied à pied pour garder le maximum possible des intérêts capitalistes français et de la tête de pont en vue de la troisième guerre mondiale.

L'ennemi de classe défait peut se payer du prestige de la paix au moment précis où le prolétariat français avait pu transformer son recul en débâcle. Le vote pour Mendès-France n'a pas été un vote pour la paix, mais une aide à l'impérialisme français qui veut poursuivre la lutte contre la révolution coloniale, contre les travailleurs français.

Pour appeler les travailleurs français à harceler l'ennemi acculé, il faut rompre avec la politique patriotique, avec le point de vue de la France — de la France bourgeoise — il faut se placer du point de vue de la classe ouvrière ennemie de la bourgeoisie française.

Le P.S. a voté pour Mendès-France parce qu'il veut sauver cette bourgeoisie, et le P.C.F. parce qu'il veut que celle-ci accepte « l'alliance de tous les bons Français » et change sa politique étrangère. L'un et l'autre ont facilité la manœuvre de sauvetage entreprise par le grand capital. Acculé à cesser sa sale guerre, celui-ci a voulu changer d'homme pour tirer profit de sa défaite dans un secteur de la guerre de classe et se renforcer dans les autres.

« L'HOMME NOUVEAU » DU GRAND CAPITAL

Le sens de cette manœuvre est éloquent si l'on regarde ce que fait Mendès-France en Afrique du Nord : avant même d'avoir cessé la guerre en Asie, il y concentre ses troupes. Il l'a d'ailleurs annoncé cyniquement : s'il cède au Vietnam, c'est pour renforcer la mainmise sur les peuples d'Afrique du Nord. Voter pour Mendès-France c'était, et c'est, agir contre ceux-ci.

C'était et c'est aussi agir contre les travailleurs en France. Ce que la

bourgeoisie n'a pas réussi à faire jusqu'à aujourd'hui, Mendès-France va s'y employer en exploitant l'auréole de la paix : renforcer le gouvernement bourgeois contre les travailleurs. De Gaulle n'a pu y parvenir en mobilisant les masses contre le parlement ; P. Reynaud n'a pu y parvenir par les moyens traditionnels de la droite et ses décrets-lois ; Mendès-France veut réussir en passant pour l'homme de gauche, et de la paix. Se camouflant derrière une démagogie « gauchiste », tentant de se constituer une base populaire par ses homélies à la radio, choisissant ses ministres sans égard aux partis, il cherche à être l'homme fort, au-dessus des partis, qui remettra de « l'ordre ».

En Afrique du Nord, ses buts sont clairs. Dans le domaine économique, il garde E. Faure, ministre anti-ouvrier de Laniel. En politique étrangère, il maintiendra la subordination à Wall-Street. C'est peut-être dans ce domaine que le vote du P.C.F., en particulier, va apparaître comme étant tout aussi stupide qu'odieuse. Car Mendès-France se propose de faire ratifier la C.E.D., ou tout au moins une version très approchée. C'est, de toutes façons lui qui aura le mieux préparé cette ratification, et c'est pour lui que le P.C.F., qui depuis des années fait de la lutte contre la C.E.D. le centre de sa politique, aura voté la confiance !

LES TRAVAILLEURS, EUX, N'ONT PAS VOTE LA CONFIANCE

Heureusement que, malgré la confusion introduite par ce vote, les travailleurs gardent leur méfiance envers les gouvernements bourgeois, même si leurs dirigeants votent pour eux. Déjà, maintenant les fonctionnaires, dont ce gouvernement est le patron, se préparent au combat et imposent la réalisation de l'unité d'action à leurs dirigeants syndicaux.

Heureusement, car sur la voie du gouvernement fort qu'il s'est choisi, Mendès-France devra tenter de s'attaquer aux travailleurs et à leurs organisations avant tout au P.C.F. et à la C.G.T. Son refus des votes du P.C.F. au parlement signifiait bien qu'il ne signait pas d'armistice avec lui.

C'est à cause de cette force de la classe ouvrière et non à cause de la politique des chefs ouvriers que cette nouvelle tentative de gouvernement

fort échouera. Mendès-France pas plus que les autres ne pourra attaquer le prolétariat de front. Mais il ne faut pas attendre passivement. Il faut hâter la retraite de « l'homme nouveau », non au profit d'un autre représentant du grand capital, mais au profit d'un gouvernement des travailleurs en imposant aux partis ouvriers qu'ils s'entendent en front unique, pour prendre le pouvoir contre le grand capital.

DUMAS.

INDEPENDANCE POUR L'AFRIQUE DU NORD

Toute la presse — de la gauche à la droite — tire la sonnette d'alarme à longueur de colonnes devant la situation de l'impérialisme en Afrique du Nord et les débuts de la transformation inexorable en guerre civile qui s'y manifeste. Chacun y va de sa recette miraculeuse et attend le gouvernement Mendès-France à des actes.

Il n'est pas douteux que Dien-Bien-Phu a été ressenti par les peuples opprimés d'Afrique du Nord comme une victoire et un phare éclairant la route à suivre. Ils ne peuvent manquer d'établir le parallèle entre les tractations diplomatiques inopérantes, les propositions d'entente amiable des dirigeants nationalistes de l'Istiqal et du Néo-Destour constamment bafouées par un colonialisme qui ne lâche que ce qu'il est contraint de lâcher, et la voie des succès croissants et sans appel remportés par les partisans vietnamiens. Bourguiba ne cache pas son inquiétude lorsqu'il déclare : « Nous n'avons pu faire aux yeux du peuple tunisien la preuve de l'efficacité de nos méthodes » (*Le Monde*, ...) et dès lors il serait mal placé pour critiquer le recours à l'action directe.

La réalité profonde qui se dégage des événements, c'est que le mouvement nationaliste nord-africain est en voie de subir une profonde transformation. Les militants les plus actifs et les plus énergiques ne sont plus seulement à la recherche de méthodes plus efficaces mais deviennent les initiateurs d'un nouveau chapitre de la lutte libératrice. L'expérience du maquis en France sous l'occupation et de la lutte des partisans en Europe et en Asie au cours et depuis la dernière guerre influence grandement l'action des fellaghas en Tunisie. Une nouvelle génération de cadres révolutionnaires trempés dans une lutte sans merci et sans compromission se forme en Afrique du Nord.

Il serait vain et puéril de se répandre en reproches sur ces militants si dans leurs actes ou leurs écrits ils penchaient à faire peu de cas du soutien éventuel dont ils pourraient bénéficier de la part du mouvement prolétarien français. Les batailles menées en France au coude à coude entre travailleurs Nord-Africains et Français contre la bourgeoisie et son gouvernement ont, ces dernières années plus particulièrement renforcé les liens entre eux. Mais la politique peu claire et fluctuante des directions du mouvement ouvrier français justifient de la part des militants des mouvements anti-impérialistes d'Afrique du Nord, toutes les méfiances.

On a pu lire dans *L'Humanité* une polémique contre le M.T.L.D. algérien dans laquelle le journal du P.C.F. reproche à ce parti de formuler des doutes sur les bienfaits attendus du gouvernement Mendès-France. Il faut affirmer ici que contrairement aux illusions formées sur ce gouvernement par le vote et l'attitude du P.C.F., les camarades algériens se montrent en cela plus perspicaces que les grosses têtes qui dirigent les partis ouvriers. Eux qui subirent tortures et empiri-

Robert LEBLOND.

(SUITE PAGE 2.)

par Pierre FRANK

tiendra pas compte à un moment donné des hésitations de ses alliés et engagera le monde dans un conflit mondial ?

Il y a trois ans, la IV^e Internationale à son troisième Congrès avait, de son analyse de la situation mondiale et du rapport des forces dans lequel elle se développait, déduit que la radicalisation des masses se ferait pendant toute une période au sein des organisations traditionnelles, que les masses chercheraient d'abord à utiliser ces organisations pour satisfaire leurs aspirations, et par suite qu'il fallait s'attendre à la formation de courants gauche au sein des partis traditionnels de masse. Là aussi il y a eu vérification éclatante, notamment avec le phénomène bevaniste dans le Labour Party britannique et, sous d'autres formes, dans le P.C. français (au sujet duquel nous nous sommes longuement étendus dans notre journal).

Enfin, l'Internationale fut la première à signaler que l'U.R.S.S. et les pays anticapitalistes ne constituaient pas un monde isolé, imperméable à la montée révolutionnaire mondiale. Depuis la mort de Staline, les événements ne manquent pas, en U.R.S.S. et en Europe orientale, qui indiquent l'existence d'un nouveau rapport des forces entre les masses et la bureaucratie, rapport des forces qui se développe aussi en faveur des masses.

MALGRE une telle vérification éclatante de ses analyses et perspectives la IV^e Internationale a connu depuis plusieurs mois une crise profonde, la plus grave de toute son existence. Tous ceux qui sont tant soit peu avertis au sujet de notre mouvement savent qu'aux Etats-Unis, en Angleterre, de vieux cadres trotskystes ont attaqué la direction de la IV^e Internationale. Des scissions se sont produites. Bien que régulièrement invitées, les formations scissionnistes n'étaient pas présentes au Congrès.

Le IV^e Congrès Mondial se devait d'étudier en premier lieu les causes de cette crise, qui d'ailleurs ne se borna pas aux phénomènes ci-dessus et se développa à la veille même du Congrès par l'apparition de nouveaux courants divergents dans l'Internationale.

Le Congrès Mondial de 1951 impliquait une forte réorientation de notre mouvement sur toute une série de questions de stratégie et de tactique qui se présentaient dans des conditions toutes autres qu'avant 1939.

(SUITE PAGE 4.)

EN PAGE 2 :

Le 10^e Congrès du P.C.I., section française de la IV^e Internationale.

EN PAGE 3 :

Une interview de L. Goonawardene, secrétaire du L.S. S.P., section ceylanaise de la IV^e Internationale.

La trêve de Genève

La conférence de Genève vient de se terminer par un cessez-le-feu en Indochine accompagné de quelques clauses d'ordre politique.

Dans la presse bourgeoise, les uns disent : c'est un deuil ; d'autres : on s'en tire à bon compte. Les socialistes sont satisfaits parce que c'est la paix. La direction du P.C.F. présente la chose comme une victoire de la pression des masses de France après sept années de lutte sous la direction du parti et, scandaleusement, oublie ou met au dernier plan les combats et les sacrifices héroïques du peuple vietnamien qui, à Dien-Bien-Phu, a disloqué les armées de l'impérialisme français.

Genève enregistre une défaite de l'impérialisme. Mais rien ne serait plus dangereux que de croire, comme on tend généralement à le répandre, comme les staliens le font notamment, que ça peut être le point de départ d'une période de paix, à condition que chacun y mette un peu de bonne volonté.

Genève, comme Pan-Mun-Jom, pour la Corée, c'est une trêve et rien de plus. L'impérialisme américain n'était pas prêt à élargir la guerre d'Indochine, à la généraliser. Mais, en défenseur le plus conscient des intérêts du capitalisme mondial, il a fort clairement exprimé, à Genève même, qu'il accepte, qu'il subit cette trêve en attendant d'être mieux prêt, de trouver une occasion plus propice, un lieu plus favorable pour s'attaquer avec des chances plus grandes contre les Etats anticapitalistes et les révolutions montantes.

Il ne faut pas croire qu'il y a des désac-

cords profonds à ce sujet parmi les hommes du capitalisme français. Un Mendès-France, prenant une mesure plus réaliste des forces de l'impérialisme français, ne veut plus, comme Bidault, les disperser aussi loin de la métropole en vue des conflits à venir. Mais l'un et l'autre sont des partisans acharnés de la coalition atlantique, la coalition de la guerre contre-révolutionnaire.

Genève a contribué à révéler le rapport des forces favorables. En ce sens, le résultat doit être un stimulant pour les masses de poursuivre avec plus d'ardeur le combat pour balayer le régime capitaliste et impérialiste, et non une drogue qui les endort dans l'illusion de classes possédantes disposées à faire la paix.

Genève a montré que le rapport des forces entre la révolution coloniale et la contre-révolution impérialiste était tel que le Kremlin ne peut plus comme jadis monnayer l'étranglement de la révolution. Ce qui ne veut pas dire qu'il est pour cela devenu un ami de la révolution, au contraire. Il voudrait bien parvenir à un accord d'ensemble avec l'impérialisme, comme autrefois à Yalta et Potsdam, mais celui-ci ne s'y prête pas, car même le maintien du statu quo ne lui fournit pas assez d'espace vital et ce statu quo, le Kremlin pourrait le promettre mais non le tenir, le mouvement des masses devenant irrésistible.

Aussi le Kremlin qui sent le danger des

préparatifs impérialistes est-il obligé de maintenir son alliance avec la Chine populaire que l'impérialisme considère à présent comme un ennemi mortel.

Il n'y a pas de doute que l'impérialisme français a obtenu de la part du Vietnam des conditions meilleures que celles qui découlaient de sa situation militaire. Ces concessions ne comportent rien pour l'instant qui soit directement menaçant pour la République démocratique du Vietnam ; on peut fort bien comprendre le besoin de celle-ci d'arrêter des hostilités une fois le bastion tonkinois assuré, avec la perspective que dans le reste du pays aucun gouvernement bourgeois n'aura la force de s'implanter, même avec l'appui des impérialistes.

La politique modérée des Etats anticapitalistes, une politique destinée à gagner du temps n'est pas en soi condamnable. Mais à une condition ; qu'elle soit expliquée comme telle aux masses de tous les pays et que les mouvements de masse dans ces pays ne lui soient pas subordonnés.

Le IV^e Internationale avait préconisé une conférence internationale des grands partis et organisations ouvrières pour faire pression sur la conférence de Genève. Celle-ci terminée, le front unique ouvrier international reste à l'ordre du jour pour organiser la lutte contre les préparatifs de guerre que l'impérialisme entend poursuivre tant en Europe que dans le sud-est asiatique et sur tous les points de la terre.

C. HENRY.

LE 10^e CONGRES DU P.C.I.

(Section Française de la IV^e Internationale)

Le 10^e Congrès du Parti Communiste Internationaliste, section française de la IV^e Internationale, vient de se tenir. Venant après le 4^e Congrès Mondial de notre Internationale, il a été avant toute chose le Congrès de la ratification et de la profonde assimilation par notre section française, des importants documents politiques et organisationnels du Congrès Mondial qui viennent renforcer et préciser encore l'orientation de travail prise par la Section française après le 3^e Congrès Mondial.

Après deux ans d'application de cette orientation, notre section a pu, comme jamais auparavant dans l'histoire de notre mouvement, trouver la voie d'un travail réel et profond au cœur même du mouvement ouvrier de ce pays. Elle peut maintenant comprendre plus concrètement que jamais le sens de l'évolution du courant révolutionnaire dans ce mouvement ouvrier et donc trouver les moyens d'expression et d'action les plus efficaces pour hâter le mûrissement de ce courant révolutionnaire regroupé essentiellement au sein du Parti Communiste Français et de la C.G.T.

Cette compréhension est la base de toute action efficace dans la lutte consciente que doivent mener les marxistes révolutionnaires pour donner au mouvement ouvrier de ce pays la direction révolutionnaire qu'exigent et qu'exigeront de plus en plus les grandes luttes qu'il verra mener. Notre Section Française la doit avant toute chose à la pensée collective de notre Internationale exprimée dans son 3^e Congrès Mondial et précisée encore dans le 4^e Congrès Mondial qui vient de se tenir.

C'est pourquoi, la plus importante partie des débats de notre 10^e Congrès a été consacrée à l'affirmation par notre section, contre toutes les déviations et les pressions hostiles du milieu extérieur, de l'exigence capitale de la situation actuelle, à savoir l'existence du Parti Mondial centralisé de la IV^e Internationale : conquête essentielle du mouvement ouvrier et base indispensable de la construction de la IV^e Internationale de masse sa nécessité s'affirme à mesure que monte la vague révolutionnaire dans le monde entier et que l'impérialisme s'apprête à tout mettre en œuvre pour tenter de la briser.

La présence à notre Congrès de délégués de Sections sœurs et leurs interventions dans sa discussion ont renforcé encore son caractère internationaliste profond.

Sur la base de cette réaffirmation, plus profondément assimilée que jamais par notre section, le Congrès a pu ensuite discuter de la situation politique et des perspectives ouvertes par elle pour l'année qui vient. Nous publions dans notre prochain numéro des extraits de la résolution politique adoptée par notre Congrès.

C'est plus particulièrement sur la signification de l'actuel gouvernement Mendès-France que la discussion politique a porté. Le Congrès a insisté sur le fait que ce gouvernement, chargé par la bourgeoisie de donner une solution au conflit d'Indochine ou l'héroïque lutte du peuple vietnamien rendait impossible toute poursuite de la guerre sur les bases actuelles, avait pour mission de poursuivre la politique de la bourgeoisie française, tant en

Afrique du Nord qu'en ce qui concerne la C.E.D. et la résistance aux revendications ouvrières. Malgré la confusion introduite par l'attitude des grandes organisations ouvrières à son égard, les problèmes les plus aigus de la situation actuelle, vont rebondir avec plus de force que jamais de ce fait même, et la nécessité d'une lutte consciente de la classe ouvrière et de ses organisations pour un gouvernement de travailleurs, un gouvernement de front unique du P.C.F. et du P.S. se posera avec plus d'acuité que jamais.

Une ample discussion eut également lieu sur la crise du P.C.F. et ses développements possibles.

Après ce Congrès et sa discussion la section française de notre Internationale va, dans l'année qui vient, pouvoir réaliser avec plus d'optimisme encore son travail révolutionnaire dans les rangs de la classe ouvrière, intensifier et concrétiser davantage la diffusion des idées du marxisme révolutionnaire dans l'avant-garde ouvrière de ce pays, plus particulièrement les militants communistes du P.C.F., et poursuivre sans relâche sa campagne pour la réalisation du front unique P.C.F. P.S. en vue de la formation d'un gouvernement des deux grands partis de la classe ouvrière.

L. PERIER.

Résolution

Le dixième Congrès du P.C.I., Section Française de la IV^e Internationale, salue chaleureusement le IV^e Congrès Mondial de l'Internationale.

La tenue de ce Congrès a été l'expression de la volonté de la grande majorité des trotskystes dans le monde entier de maintenir et de renforcer le Parti Mondial de la Révolution Socialiste, contre tout ce qui pourrait affaiblir son caractère de parti international centralisé.

L'existence de la IV^e Internationale — si faible qu'elle puisse être numériquement — est une des plus grandes conquêtes du mouvement ouvrier tout entier.

Les grandes luttes dans lesquelles les masses se trouvent de plus en plus engagées leur feront apparaître la nécessité impérieuse d'une direction révolutionnaire internationale.

Le dixième Congrès du P.C.I. adresse son salut à tous les délégués au IV^e Congrès Mondial.

Il approuve la ligne générale adoptée par le IV^e Congrès Mondial et s'engage à la mettre fermement en œuvre. Il appelle les groupes et militants qui ont rompu avec l'Internationale depuis le 3^e Congrès Mondial, à répondre favorablement à la résolution du 4^e Congrès Mondial les concernant.

VIVE LA IV^e INTERNATIONALE!

LA DIRECTION DU P.C.F. et le PROBLEME DE LA JEUNESSE

« Les cadres du parti vieillissent, sans que des jeunes viennent les remplacer. L'âge moyen des militants oscille, suivant les cas, entre trente-cinq et quarante ans ». « L'U.J.R.F. ne regroupe qu'une minorité d'actives ». Tels sont à peu près les leit-motifs de discussions sur les problèmes de la jeunesse dans le P.C.F. Ces constatations révèlent l'ampleur du phénomène : malgré les développements de la crise en France, malgré l'influence énorme que possède le P.C.F. sur le mouvement ouvrier, il ne représente pas, et l'U.J.R.F. ne représente pas, pour la jeune génération un pôle d'attraction.

A quoi attribuer cela ? Il faudrait, pour répondre à cette question, remonter jusqu'à l'origine de l'U.J.R.F. jusqu'en 1945, où la direction du P.C.F. prononça la dissolution des

J.C. et invita les jeunes à former un vaste regroupement sans perspectives, sans relief, sans attrait. Contentons-nous d'indiquer les raisons de l'insuccès du P.C.F. dans ce domaine. Une minorité de jeunes est directement attirée par le parti ouvrier et lui demande une éducation théorique complète. Pour l'ensemble de la jeunesse, les problèmes se posent de façon plus générale, moins précise. Les jeunes sont heurtés et rejetés chaque jour par la Société dans laquelle ils n'ont pas encore de place, dans laquelle un nombre grandissant d'entre eux n'aura jamais de place valable. Ecœurés, ils sont prêts à adopter la perspective d'un bouleversement de la société. Mais en plus de leur jeunesse, l'instabilité de leurs conditions de vie les empêche de se plier facilement à toutes les nécessités de la lutte politique. Un parti révolutionnaire authentique possède un double devoir à leur égard : leur ouvrir sans cesse des perspectives valables, en liant leur destin à celui de la classe ouvrière, et également, leur permettre de trouver eux-mêmes les méthodes de lutte qui leur conviennent. Le P.C.F. a été incapable d'agir ainsi : les idées révolutionnaires ont été bannies de l'U.J.R.F. ; les mots d'ordre et les actions de l'U.J.R.F. ont été calqués sur ceux du P.C.F. Ne vit-on pas en 1949 la campagne contre les dix-huit mois stoppée pour les besoins de la lutte contre le réarmement de l'Allemagne ? Car, malgré son caractère « large », l'U.J.R.F. n'a jamais connu cette autonomie véritable qui se manifeste dans la détermination indépendante de la politique.

En 1951, Garaudy avait soulevé l'idée du rétablissement des Jeunesses communistes. Violentement contré par la direction, il devait ensuite voir ses conceptions bannies honteusement parce qu'elles étaient partagées par Marty. Il ne faut pas restreindre le problème du domaine organisationnel : « J.C. étroite ou U.J. large ? ». Ce qui était en cause dans le débat cité, c'était l'orientation de l'U.J.R.F., son attitude par rapport aux luttes de classes. Dans son projet de thèse, la direction du P.C.F. n'apporte pas plus de réponse à cette question que n'en avait apporté Lecœur, parlant en son nom, en 1951.

La résolution sur la jeunesse est un modèle de pensée contradictoire : les citations de Lénine et de Dimitroff permettent d'affirmer la nécessité de former les jeunes dans l'esprit de la lutte des classes, de l'internationalisme prolétarien, dans l'esprit du marxisme-léninisme. Excellent !

Georges VITSORIS

Le 14 juillet, est mort à l'âge de 54 ans, après une longue maladie, le camarade Georges Vitsoris, ancien dirigeant du mouvement trotskyste grec et membre de la direction de l'Opposition Internationale de Gauche et du mouvement pour la IV^e Internationale dans les années 1930-1938.

Georges Vitsoris a commencé à militer dans le mouvement ouvrier depuis 1925.

Il a été à plusieurs reprises arrêté, emprisonné et exilé.

Il fut connu et aimé pour son dévouement indéfectible à la cause prolétarienne, et son courage exemplaire dans la lutte.

Durant la dernière guerre, réfugié en France, il a étroitement collaboré avec l'organisation trotskyste française et a assumé plusieurs missions au péril quotidien de sa vie.

Depuis la guerre, malgré ses souffrances et difficultés personnelles, il n'a jamais cessé de témoigner le plus grand intérêt pour le mouvement prolétarien, trotskyste en particulier.

Il est mort prématurément, plus confiant que jamais dans le triomphe de la cause et des idées pour lesquelles il a combattu durant de si longues années de sa vie.

SPEROS.

Après le 13^e Congrès d'Ivry du P. C. F.

LA Tribune de discussion de l'Humanité préparatoire au treizième Congrès d'Ivry a révélé la politisation croissante des membres du P.C.F. dont un certain nombre, une avant-garde, a abordé dans cette Tribune, non plus comme autrefois seulement les problèmes d'organisation, mais les problèmes politiques. Bien que, comme nous l'avons montré dans l'Editorial de notre précédent numéro, cette politisation reste encore dans le cadre défini par la ligne de la direction, elle n'en est pas moins un événement considérable dans la vie intérieure du parti ouvrier dirigeant la grande majorité des travailleurs de ce pays.

L'écho de cette politisation toujours plus intense n'est cependant pas apparu dans les résolutions adoptées par le Congrès. Les projets de Thèse et de Résolutions ne sont pas modifiés et aucun délégué n'a défendu les amendements acceptés par certains d'entre eux dans les conférences fédérales ou de section. Cependant, le désir des militants de participer à l'élaboration de la politique de leur parti est grand. Ils veulent exercer pleinement leurs droits d'adhérents et dans la Tribune de Discussion, plusieurs articles, traduisant les sentiments d'un grand nombre de militants, condamnent le suivisme et le régime intérieur de leur Parti : « Si un camarade émet un avis contraire, s'il fait une objection, ce camarade devient un opportuniste ou c'est un inintelligent, ou c'est un camarade affligé d'une grande déviation politique qu'il faut surveiller » (Madeleine Chareyron Section Gabriel-Péri, Puy-de-Dôme, l'Humanité, 24-4-54).

Ceux qui ont proposé des amendements auraient dû être délégués aux conférences fédérales et au Congrès lorsqu'un nombre suffisant de militants partageaient leur point de vue. Victor Leduc de la section du 7^e arrondissement de Paris montre un cas précis de violation des principes du centralisme démocratique. V. Leduc n'était pas à la conférence fédérale pour défendre l'amendement qu'une majorité de communistes à la conférence... avait adopté. Cet amendement ne fut pas porté à la connaissance de la conférence. Et André Souvière de la Tribune du Congrès eut beau jeu d'exprimer son désaccord : il n'y avait personne pour lui répondre. De même Aragon et Duclos eurent la partie belle pour réfuter les arguments des camarades qui s'étaient exprimés dans la Tribune.

Tout cela n'est pas étonnant. Pour les dirigeants du P.C.F. un Congrès n'est autre chose qu'une sorte de manifestation pour faire ratifier par les délégués la politique décidée par avance d'en haut. Les délégués ne sont pas élus sur la base de leurs interventions, des idées qu'ils ont défendues et auxquelles d'autres se sont ralliés : ils sont triés. La base du P.C.F. ne s'est pas exprimée à Ivry. Toutes les interventions ont été faites par des permanents.

Ainsi, ce n'est qu'en paroles que le régime du P.C.F. est centraliste démocratique. En réalité, le régime est centraliste, c'est-à-dire qu'un petit nombre de dirigeants décide sans tenir compte de l'avis des militants ni même du Comité central, ni même parfois du Bureau politique. Ces mœurs, Raymond Guyot en montre l'existence dans l'Humanité du 31-5-54 : « une pratique de direction aboutissant à décider d'en haut tendait à s'implanter aussi bien à la direction de la Fédération qu'à la direction de l'union des syndicats ». Raymond Guyot ajoute d'ailleurs dans ce même article que cette pratique existe aussi au Bureau politique : « ...il s'était établi une pratique de plus en plus nette à la direction du Parti qui empêchait le Bureau politique de jouer pleinement son rôle ».

Malgré cette attitude des dirigeants du P.C.F., malgré le fait que le 13^e Congrès de ce Parti n'ait nullement tenu compte, dans l'élaboration de sa ligne politique, des critiques très nettes et d'un caractère de classe formulées dans la Tribune de Discussion qui l'avait précédé, il n'en reste pas moins que le fait que pour la première fois depuis de nombreuses années, une telle Tribune ait existé, qu'elle ait eu cette ampleur, et que la direction du parti ait dû tolérer les choses qui y furent dites, est d'une importance extrême.

Les principaux dirigeants du P.C.F. en sont conscients : ils savent que dans le sein de leur parti, une profonde évolution s'opère. Ils savent que les centaines de milliers de militants communistes qu'il regroupe et qui traduisent les aspirations révolutionnaires des masses travailleuses des villes et des campagnes dans ce pays, n'ont plus, comme en 1945-47, un état d'esprit d'absolue confiance et d'acceptation pure et simple de toutes les « tactiques » qui leur sont proposées.

Plus la situation se tend en France entre les aspirations et les besoins des travailleurs et les visées de la bourgeoisie plus le besoin d'un changement radical de régime se fait sentir, plus les militants communistes du P.C.F. sentent le besoin de la part de leur parti, d'une politique vraiment communiste. Car cette politique est la seule qui puisse en donnant des perspectives claires à la classe ouvrière, lui permettre de regrouper autour d'elle dans le combat contre le régime, les masses de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes qui sont de plus en plus contraincées par ce régime.

Cette politique n'est toujours pas celle de la direction du P.C.F. Mais cette direction sent que sa politique éveille de plus en plus de doutes et de réticences parmi ses militants. Le 13^e Congrès du P.C.F. a montré qu'elle n'est pas encore prête à en changer mais il a montré aussi, que pour éviter des heurts plus profonds avec sa propre base, elle doit, d'abord lui permettre de s'exprimer plus librement (quitte à n'en pas tenir compte ensuite) et ensuite, essayer de lui répondre.

Ce n'est pas par hasard si, en conclusion de ce Congrès, le dirigeant reconnu du P.C.F., M. Thorez, après que le Congrès ait adopté une résolution politique dans laquelle la question cruciale du moment, celle d'une politique de Front unique véritable envers le P.S. a été encore une fois éludée au profit du « front unique à la base », a insisté sur le front unique de 34-36, le « front unique à tout prix ». Pour la réalisation d'un tel front unique, la politique réelle de front unique de la base au sommet de parti à parti, pour laquelle nous combattons et ne cesserons de combattre dans ce journal, était et reste nécessaire. Si, sans défendre une telle politique, il a parlé de cette réalisation du passé, c'est qu'il sent que, même sans l'exprimer encore clairement, les militants communistes de son parti, aspirent à une telle politique de classe. Dans la tribune, cette notion de politique de classe a été abordée à plusieurs reprises, plus ou moins clairement en opposition avec la politique « d'alliance avec tous les bons Français quels qu'ils soient ». Ce que les militants d'avant-garde qui se sont exprimés dans la Tribune n'ont pas encore fait, c'est de donner l'aspect concret d'une telle politique de classe à l'heure actuelle : l'aspect d'une poli-

Mais comment concilier cela avec l'absence de différenciation sociale entre les jeunes (on place sur le même plan de « fils de prolétaire » et le « jeune officier qui meurt en Indochine »). De plus, les thèses dépeignent la situation tragique des jeunes ; mais elles ne montrent pas la seule solution à leurs maux : le renversement de l'ordre bourgeois. L'indépendance organisationnelle de l'U.J. est proclamée, mais la dernière section du projet impose un programme qui ressemble étrangement à celui du P.C.F. par son caractère peu mobilisateur (paix, indépendance nationale, etc.).

Dans ce fatras, comment voir clair ? Les articles de discussion parus dans l'Humanité (Minc, Augier, Chevallier) montrent toutes les difficultés qu'éprouvent les militants à élaborer une ligne claire pour la jeunesse. Nous avons une idée assez intéressante : « Il n'y a que deux idéologies qui se disputent la jeunesse : l'idéologie bourgeoise et l'idéologie ouvrière ». Cette affirmation, jointe à d'autres du même type, met en lumière le problème de classe qui se pose. Car, répétons-le, on ne peut arriver à un résultat dans ce domaine qu'en partant des préoccupations des jeunes (les salaires trop maigres, l'absence de débouché, l'extension du service militaire, les menaces de guerre, l'insuffisance de crédits pour l'enseignement, etc.) et en leur démontrant que toutes les revendications auxquelles elles sont liées ne peuvent aboutir qu'à l'issue d'une lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Cette démonstration est facile à faire et elle permet de régler le problème des influences sur la jeunesse ; en parlant haut de ses buts, la classe ouvrière rencontre le plus grand écho.

Car il n'est pas vrai que les jeunes « se désintéressent de la politique » ; leur situation ne le leur permet pas. Ils veulent seulement qu'on leur parle clair, qu'on leur ouvre des perspectives. Disons tout de suite qu'ils n'obtiendront aucune réponse, tant que le P.C.F. se cantonnera sur une ligne de lutte « pour l'indépendance nationale », sans front unique de classe, sans perspective du pouvoir.

SOUSCRIVEZ

à la

« Vérité des Travailleurs »

C. C. P. 6965-68 Paris

Afrique du Nord

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

sonnements sous les gouvernements du front populaire et de la libération, qu'elles raisons auraient-ils de faire crédit aujourd'hui à un gouvernement dont la seule vertu serait « l'intelligence » et qui prend largement appui sur la réaction.

L'essentiel de son programme ne consiste-t-il pas à se dégarer du géopier vietnamien pour mieux tenir l'Afrique du Nord, comme le rappelle l'« Algérie libre » ? Faute d'avoir mal soutenu jusqu'ici la cause des peuples Nord-Africains, de l'avoir sacrifiée tant et plus « aux avantages » de la collaboration avec les radicaux en 1936, avec De Gaulle et le M.R.P. en 1945, avec les « bons Français » anti-C.E.Distes en 1954, les dirigeants ouvriers français sont mal placés pour prodiguer leurs conseils aux militants nationalistes en butte à une répression féroce, à l'humiliation continuelle.

On veut nous convaincre de divers côtés bien intentionnés qu'une solution en Afrique du Nord dépend d'un effort fait de raison et d'intelligence. C'est mésestimer singulièrement, pour des esprits avertis, l'antagonisme social de classe qui fait le fond du violent conflit national. Ici comme ailleurs toute politique signifie un choix. Tout allègement tant soit réel des maux dont souffrent les masses nord-africaines comporte une atteinte à l'arbitraire qui est la loi de la domination colonialiste et aux privilèges exorbitants de la grosse colonisation qui en sont le fondement. Le compromis et l'accord amiable relèvent ici de la fantaisie. Il faut une bonne dose de naïveté pour s'imaginer que Mendès-France mettra au pas la grande colonisation toute puissante devant laquelle le Front Populaire, qui bénéficiait de l'appui enthousiaste des masses françaises et les gouvernements à participation socialiste et communiste de la « libération » se sont bornés très prosaïquement à baisser pavillon.

R. MERLIN.

(1) A ce meeting, L. Casanova, mettant dans le même sac les « gauchistes » et les pires réactionnaires a déclaré :

« A mon sens, les diviseurs sont ceux qui prétendent exclure du grand combat pour la paix celui-ci ou cet autre, sous prétexte qu'il serait réactionnaire ou clérical, sous prétexte qu'il ne serait pas un travailleur ou qu'il serait un franc-maçon, sous prétexte qu'il ne vote pas comme lui en toute chose. L'intolérance et le sectarisme sont les marques propres des diviseurs... On pourrait encore les reconnaître à ceci, en France notamment, qu'ils recommandent de gouverner le pays en méprisant les revendications sociales, urgentes des travailleurs, en excluant de son sein des millions d'hommes et de femmes, sous prétexte qu'il font confiance au Parti Communiste Français... »

NOTRE INTERNATIONALE

Interview de Leslie Goonawardene, secrétaire du Lanka Sama Samaja Party (section ceylanaise de la IV^e INTERNATIONALE)

Question : Quelle est la situation politique actuelle de Ceylan ?

Réponse : Les impérialistes britanniques accordèrent l'indépendance politique formelle à Ceylan en février 1948. Le pouvoir politique qui était précédemment exercé par les britanniques fut effectivement transféré à la bourgeoisie ceylanaise. Malgré cela, nous considérons que la domination de l'impérialisme britannique continue, pour deux raisons principales : D'abord, les impérialistes britanniques continuent d'occuper des bases militaires, navales et aériennes sur le territoire de Ceylan, et ensuite, les impérialistes britanniques continuent à dominer l'économie par leur possession des secteurs décisifs du capital, en particulier la riche industrie des plantations de thé.

Cette situation de continuation de la domination impérialiste britannique se maintient grâce à l'alliance de la traïtresse bourgeoisie « nationale » de Ceylan avec l'impérialisme.

Question : Quelles furent les raisons du déplacement vers la droite aux élections ceylanaïses de 1952 ?

Réponse : Il n'y a pas de doute que le Gouvernement et le U.N.P. (parti de la bourgeoisie ceylanaise) ont utilisé dans ces élections la machine d'Etat à leur avantage. Mais il y eut des raisons politiques plus importantes qui déterminèrent ce tournant à droite, l'U.N.P. se vantait d'avoir obtenu l'indépendance pour Ceylan sans qu'une goutte de sang soit répandue, grâce à sa politique de collaboration avec l'impérialisme, et cela influença certaines fractions de la petite bourgeoisie par exemple.

Mais ce qui pesa le plus fut la hausse importante des prix des produits ceylanaïses à l'exportation, plus particulièrement à la suite de l'éclatement de la guerre de Corée. Ceylan connut une courte période de « prospérité » capitaliste qui était sans précédent dans toute son histoire. Ce fut la raison principale pour laquelle le L.S.S.P. n'obtint que 9 sièges sur les 41 pour lesquels il avait mené campagne.

Question : Existe-t-il des symptômes montrant que la situation marquée par le tournant à droite qui eut lieu en 1952, est maintenant en voie de transformation ?

Réponse : Oui, comme notre Parti l'avait prévu dans le cours même des Elections Générales de 1952, les prix des produits d'exportation sont tombés et le Gouvernement et les capitalistes en ont fait porter la charge sur les épaules des masses. Cela a amené un changement profond de la situation. Par exemple, en 1953, le Gouvernement a introduit un certain nombre de mesures économiques qui constituaient une attaque du standard de vie des masses. En particulier, le prix du riz, qui est l'aliment de base de la population, est monté de 25 Cts à 70 Cts par mesure. Ceci a conduit au « Hartal » d'août 1953 qui fut la plus grande action de masse de l'histoire récente de Ceylan.

Les résultats des élections à un certain nombre d'assemblées locales qui ont lieu actuellement à Ceylan montrent aussi qu'un courant certain des masses vers la gauche s'opère maintenant.

La situation économique serait naturellement bien pire encore sans le traité commercial caoutchouc-riz, conclu avec la Chine contre l'opposition de l'impérialisme américain. Selon ce traité, Ceylan reçoit de la Chine du riz à un prix raisonnable, cependant que la Chine achète notre caoutchouc à un prix bien supérieur au bas prix du caoutchouc sur le marché capitaliste mondial. Le L.S.S.P. joua à ce sujet un rôle important en faisant une campagne d'agitation dans tout le pays en faveur de ce traité.

Question : Que fut le « Hartal », et quel rôle y joua le L.S.S.P. ?

ARGENTINE

Au cours des grandes grèves qui ont eu lieu au début de juin, les militants trotskystes notamment dans la métallurgie sont énergiquement intervenus, ainsi que ceux du P.C. Un important article à ce sujet paraîtra dans « Quatrième Internationale ».

AIDE AU GUATEMALA

Dans les quelques jours pendant lesquels la guerre civile se poursuivait au Guatemala, les sections et militants trotskystes d'Amérique latine intervinrent pour susciter la solidarité des masses. Mentionnons notamment nos camarades d'Uruguay et les interventions des camarades boliviens.

Le Comité Exécutif de la IV^e Internationale a fait remettre une déclaration de sympathie et de solidarité à la légation du Guatemala à Paris.

Ce numéro étant particulièrement consacré aux travaux du 4^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale, nous demandons à tous nos amis de nous aider à le diffuser, notamment en nous envoyant des adresses auxquelles nous puissions le faire parvenir.

Le prochain numéro de « La Vérité des Travailleurs » paraîtra dans la première quinzaine de septembre.

(Le Lanka Sama samaja Party est le Parti de la classe ouvrière le plus ancien et le plus influent de Ceylan. Au Parlement élu en 1947 il occupait 15 sièges sur un total de 94 sièges élus. Aux élections générales de 1952, où il y eut un déplacement général vers la droite, le nombre de sièges du L.S.S.P. fut réduit à 9.)

Réponse : Un Hartal est une forme de protestation de masse. Nous appelâmes à un jour de Hartal le 12 août 1953. Nous appelâmes à hisser des drapeaux noirs en signe de protestation, nous lançâmes des mots d'ordre de boycott de l'école par les étudiants, de fermeture des boutiques, de cessation des transports publics, de grève générale des travailleurs, et en général nous appelâmes les masses à cesser ce jour-là leurs activités habituelles.

L'appel au Hartal fut fait par un comité d'unité composé du L.S.S.P., du parti stalinien, d'un petit parti d'opposition parlementaire appelé les « Fédéralistes » et des Syndicats. C'est pour le L.S.S.P. un sujet de fierté que de constater que pratiquement tous les endroits où eurent lieu des actions de lutte de masse (y compris des batailles avec la police armée et la troupe) étaient sous le contrôle du L.S.S.P. et que ces luttes furent dirigées par lui.

Paraîtra sous peu :

IV^e INTERNATIONALE

qui contiendra :

LE MANIFESTE DU IV^e CONGRES MONDIAL DE LA IV^e INTERNATIONALE,

la RESOLUTION POLITIQUE, et des documents et analyses de ce Congrès.

des études et articles sur : la conférence de Genève, le gouvernement Mendès-France et le Parti Communiste Français, les événements au Guatemala, les grèves d'Argentine, les nouveaux développements en U.R.S.S., la conjoncture économique, les nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

et un chapitre d'une œuvre de L. TROTSKY inédite en français :

« LES PROBLEMES DE LA VIE QUOTIDIENNE »

Le numéro : 150 fr. - au C.C.P. 6965-68 Paris, la « Vérité des Travailleurs », 64, rue Richelieu.

Lettre du Viet-Nam

Le 1^{er} juin, Mytho (Sud-Vietnam) a vu la manifestation des élèves de toutes les écoles de la province. Ce fut pour protester contre la mobilisation des jeunes Vietnamiens que venait de décréter le gouvernement fantoche de Bao-Dai. En effet, depuis quelque temps les autorités de certaines provinces de l'ouest et plus particulièrement de Mytho — plus tyrannique que celles de Saigon — capitaliste (qui exécuta l'ordre de mobilisation par rafles), ont fouillé de fond en comble tous les lieux et bâtiments pour amener par force tous les jeunes gens à encadrer dans les formations militaires nationales, bien que le décret ait précisé les classes à mobiliser. Des élèves de lycée, des étudiants d'université ne sont pas épargnés. Un étudiant de la Faculté mixte de médecine et de pharmacie, en venant subir des examens de sortie, fut arrêté en cours de route et conduit à un des centres d'éducation militaire en dépit de ses protestations et présentation de papiers justificatifs de candidat (aux épreuves de sortie universitaires) pour le jour même et les jours suivants.

Revenons sur la manifestation de Mytho. Le mot d'ordre inscrit sur la banderolle portée en tête est ceci :

« Dispensez de service militaire les étudiants et élèves ».

Les autorités provinciales donnèrent l'ordre à la milice d'employer la pompe à incendie pour disperser les manifestants. Mais, prévoyants, les élèves avaient par avance approvisionné pour leur défense des cailloux, qu'ils lancèrent comme une pluie sur les pompiers agresseurs. Vaincus par le surnombre, pompiers et policiers se cantonnèrent alors dans la clôture de la caserne des pompiers pour projeter de l'eau sur les élèves qui continuaient à manifester de plus en plus loin, hors de leur portée, en d'autres lieux de la ville.

La manifestation des élèves de Mytho donna lieu à l'arrestation le lendemain de deux de ces enfants présumés organisateurs du mouvement anti-militaire. La nouvelle se répandit dans toute la province, qui émut profondément la population jusque dans toutes ses couches sociales de sorte qu'une nouvelle manifestation se produisit aussitôt curieuse cette fois. Le 6 juin donc, presque toute la population des deux sexes, tous les élèves et les enfants des encadrés par force dans l'armée active, y participèrent, banderolle de mots d'ordres en tête : « Dispensez de

Question : Comment expliquez-vous le fait qu'à Ceylan le parti trotskyste est plus fort que le parti stalinien.

Réponse : Je pense que la principale raison est la suivante : Le L.S.S.P. a été formé en 1935 en tant que parti de masse de gauche et sans un clair programme révolutionnaire. Cependant, il avait une direction révolutionnaire qui fit un effort conscient pour se guider d'après le marxisme. Cette direction tendit d'abord à suivre la direction de la III^e Internationale, mais fut déçue par la subordination, dans cette période de Front Populaire de 1935-39, de la III^e Internationale aux objectifs de la politique extérieure de l'Union Soviétique. Sur la base de l'expérience, cette direction évolua graduellement vers les positions du marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire, le trotskysme. Aujourd'hui, le L.S.S.P. est un parti trotskyste. Il a été avec les masses dans leurs luttes depuis près de vingt ans et dans toute cette période il ne les a jamais déçues. Il n'est donc pas surprenant que de larges couches des masses de Ceylan considèrent le L.S.S.P. comme leur organisation traditionnelle. Et les masses ne quittent pas à la légère leurs organisations traditionnelles. Nous le voyons bien dans ton pays, la France, où les masses n'ont pas abandonné le Parti communiste en dépit de ses fautes et même de ses trahisons. Pourquoi les masses de Ceylan abandonneraient-elles le L.S.S.P. qui ne les a jamais trahi ? Les masses de Ceylan n'auraient au Parti communiste que si le L.S.S.P. les décevait. Mais il ne les décevra pas.

Question : Quelle est aujourd'hui la principale différence entre le L.S.S.P. et le P.C. à Ceylan ?

Réponse : Le L.S.S.P. lutte pour un gouvernement anti-capitaliste. C'est-à-dire : il veut un gouvernement qui non seulement brisera les liens du contrôle impérialiste et s'opposera aux plans de guerre de l'impérialisme, mais qui réalisera et raffermira les nationalisations et autres mesures anticapitalistes contre le capital étranger et national. Car c'est la seule voie dans laquelle nous puissions donner un commencement de solution aux problèmes urgents des masses.

Le Parti Communiste, lui, s'oppose à toute mesure anti-capitaliste. Il veut un gouvernement qui soit allié avec la fraction anti-impérialiste (c'est-à-dire anti-américaine), de la bourgeoisie et qui romme avec le bloc militaire américain. Un tel gouvernement ne pourrait naturellement résoudre aucun problème urgent des masses et continuerait la vieille oppression et exploitation.

Le L.S.S.P. considère une telle ligne d'action comme une trahison de la cause des masses et une subordination injustifiée de leurs intérêts aux nécessités de la politique étrangère actuelle de l'U.R.S.S. et de la Chine. Il croit fermement qu'une telle ligne, en définitive, ne sert nullement les intérêts de l'Union Soviétique et de la Chine. Les intérêts réels de ces Etats anti-capitalistes sont servis par le développement (et non le freinage) de la lutte de classe dans le monde capitaliste.

service militaire tous les élèves et adultes vietnamiens ! »

Quand la foule énorme mais disciplinée passa devant le poste militaire de la province, l'officier supérieur du lieu, stupéfait, vint au-devant des manifestants et leur tint ce langage : « Votre rassemblement a un caractère politique. Veuillez bien ne pas manifester ici, mais allez — je vous en prie — présenter vos doléances à Monsieur l'Administrateur chef de la province. » Obéissant aux douces civilités du chef de poste, les manifestants se tournèrent vers une rue voisine conduisant à l'Inspection de Mytho, en criant :

« Dispensez de service militaire les élèves et adultes vietnamiens. Libérez les deux élèves arrêtés arbitrairement ».

L'administrateur informé, donna immédiatement l'ordre de répression aux miliciens de sa garde. Ceux-ci, mousquetons chargés attendirent, prêts à tirer sur les manifestants dès leur arrivée. La première salve fut tirée en l'air pour intimider. Mais forts de ce qu'ils sont fils de gros fonctionnaires (dont celui du chef de la province) les manifestants de tête

Permanence de
LA VERITE DES TRAVAILLEURS
64, rue de Richelieu — Paris-2^e
(Bureau 30)
(Ric. 03-52 et la suite). Métro : Bourse

Permanence : Pendant le mois d'août, le samedi de 17 h. à 19 h.

Abonnement pour la France, de un an : 200 francs.

Envoi sous pli fermé : 400 francs.

C.C.P. 6965-68 Paris

Impr. St-Denis, 86, fr St-Denis
Le Gérant : P. FRANK.

Au Guatemala

Pourquoi l'United-Fruit a-t-elle gagné provisoirement le combat ?

Les faits sont très clairs : des mercenaires au service de « l'United Fruits Cy », y compris quelques aviateurs américains, ont renversé le gouvernement Arbens au Guatemala. Le nouveau gouvernement met un terme à la réforme agraire, rend les terres nationalisées à l'United Fruit », retire le droit de vote à la très grande majorité de la population guatémaltèque et emprisonne et exécute un très grand nombre de militants syndicaux et politiques des masses laborieuses du Guatemala.

Washington, par la voix de Foster Dulles, exulte : le communisme recule devant la « démocratie ». La chose s'est faite avec si peu d'hypocrisie que même des libéraux du type du *Manchester Guardian* et du *Times* de Londres, qui ne sont jamais indignés au sujet de la répression britannique au Kenya ont trouvé la pilule plutôt amère.

Le drame du Guatemala a été largement décrit. Citons notamment les articles du correspondant du *Monde*. Il ressort très nettement que la direction petite bourgeoise s'est littéralement effondrée à la seule idée que les ouvriers et les paysans allaient s'armer pour résister à l'agression des mercenaires de l'impérialisme. C'est certainement une leçon, chèrement payée, pour tous les travailleurs de la ville et des champs de toute l'Amérique Latine.

Dans le drame du Guatemala, ce qui s'est également effondré, c'est la politique du parti d'obédience stalinienne qui a mis non sur les masses mais sur les bonnes dispositions d'un gouvernement petit bourgeois. Cependant, quelques cadres de ce parti, malgré la fuite de sa direction, ont continué la lutte, de leur propre initiative. Pour eux non plus la leçon des tragiques événements récents ne sera pas perdue.

La lutte des paysans et ouvriers guatémaltèques a soulevé un immense élan de solidarité dans toute l'Amérique latine. Les manifestations se multipliaient sur tout le continent latino-américain. Les ambassades américaines étaient liquidées. A Quito, en Equateur, des volontaires commençaient à organiser une brigade. Une solidarité comme celle qui se porta jadis à la défense des travailleurs espagnols agressés par Franco se manifestait vigoureusement. Cela aussi semait la crainte parmi les dirigeants

bourgeois et leurs velléités de lutte anti-impérialiste disparaissaient.

Enfin, à l'O.N.U. — cette assemblée qui avait engagé le combat contre le peuple coréen pour lui imposer un Syngman Rhee — on ne se troublait pas à propos du Guatemala. Puisque Washington ne le voulait pas, il fallait passer à l'ordre du jour.

Le peuple guatémaltèque est aujourd'hui torturé par les bandits qui se sont installés au pouvoir. Mais la victoire de « l'United Fruit » sera de courte durée. Sur le continent américain, dans ce domaine colonial des Etats-Unis, où les derniers mois ont été remplis de grandes luttes, où la politisation de masses faisait des progrès, l'action de l'impérialisme va certainement contribuer à éclairer les consciences : aucune confiance dans les directions petites bourgeoises ou bourgeoises nationales ; pas de confiance dans les directions de partis stalinien qui sèment des illusions sur les directions bourgeoises ou petites bourgeoises. La seule vraie lutte contre l'impérialisme ne peut être menée que par un parti ouvrier révolutionnaire qui ne flirte pas avec les couches possédantes indigènes, un parti qui arme idéologiquement et matériellement les masses ouvrières et paysannes.

En Allemagne POLITISATION ACCRUE DES TRAVAILLEURS

La situation politique en Allemagne mûrit, comme cela apparaît à différents indices.

Les élections de Rhénanie ont accusé un échec du chancelier Adenauer et une victoire pour le Parti social-démocrate.

Dans quelques jours s'ouvre le Congrès du Parti social-démocrate. Convoqué à la suite de la défaite électorale de septembre 1953, il avait pour but de permettre à la droite du parti d'influencer fortement la ligne politique. Hors, il se manifeste que, malgré l'absence d'un centre oppositional, malgré l'absence de personnalité marquante opposante, dans de nombreux endroits les organisations du parti ont pris des positions gauche par rapport à la politique du parti, ont demandé une action de classe, une opposition au réarmement.

Au Congrès, la direction a pris une position catégorique contre la C.E.D. et, tout en ne s'opposant pas au réarmement de l'Allemagne capitaliste, a formulé une procédure qui le renvoie à une date indéterminée.

Autre signe de mécontentement. Aux élections présidentielles, la direction du Parti social-démocrate s'était entendue avec les parties bourgeoises pour renouveler le mandat de Heuss. Le corps électoral était constitué moitié des députés, moitié de délégués élus par les corps régionaux. Sur 870 votants, il y a eu 95 abstentions. La plupart sont des membres du parti social-démocrate.

S. E. L.
M. FABLO :
LA GUERRE QUI VIENT
(Capitalisme ou socialisme)
La brochure : 200 fr.

E. GERMAIN :
LES PROBLEMES
ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.
(La société soviétique vue dans le
miroir du dernier article de Staline)
La brochure : 80 fr.

« MA VIE »
de TROTSKY
vient d'être réédité
au prix de 1.150 fr.
Nous vous rappelons, du même
auteur :
« Staline » 750 fr.
« Histoire de la Révolution
Russe » (2 tomes) 1.800 fr.
« La Révolution trahie » 390 fr.

Envoyez-nous vos commandes
au S.E.L. « Vérité des Travailleurs »,
64, rue de Richelieu,
Paris. — C.C.P. Paris 6965-68

CORRESPONDANT.

Unité d'action syndicale pour un combat général

Depuis début juillet, les négociations pour une nouvelle convention collective de la métallurgie parisienne ont repris entre le groupe patronal uni d'une part, et huit organisations syndicales, dites « représentatives ». Représentatives de quoi ?

Le terme a sa saveur quand on sait, par exemple, que les deux syndicats indépendants prônent ouvertement l'association capital-travail. Voilà le genre d'unité dont les ouvriers n'ont que faire.

Quelle peut-être la signification de pourparlers engagés dans une période en général peu propice à la mobilisation ouvrière ?

Seul, le « creux » des vacances peut expliquer la hâte patronale couverte par la C.F.T.C. qui formellement a pris l'initiative de la réouverture des discussions.

La « paix sociale » réclamée par l'application du plan d'expansion économique Faure-Mendès-France a besoin de la caution des organisations syndicales. Les patrons veulent l'obtenir à moindre frais ; et dans ce but ils acceptent soit des clauses secondaires, telle la suspension du contrat de travail au lieu de la rupture pour les jeunes partant au régiment, soit des avantages déjà obtenus dans un grand nombre d'entreprises (indemnisation de jours fériés, congés exceptionnels en cas de mariage ou deuil, etc.).

Sur l'essentiel : l'augmentation des salaires et leur garantie, l'échelle mobile, les trois semaines de congés payés ; rien, ou plutôt, si : la promesse de reprendre les discussions en octobre.

Le sort des ouvriers ne saurait être réglé sans leur participation. L'initiative de la C.G.T. de ratification des conventions collectives après consultation des métallos, doit être reprise et amplifiée non seulement dans la métallurgie, mais aussi dans les autres corporations.

La campagne pour les conventions collectives, pour les 25.166 fr., ne peut être dissociée de la campagne du front unique des organisations ouvrières, pour l'organisation du combat de TOUS LES TRAVAILLEURS.

Le Comité confédéral national de la C.G.T. s'est tenu les 17 et 18 juin. Il a consacré l'essentiel de ses travaux aux leçons à tirer de la journée du 28 avril.

Des progrès importants ont été faits dans le sens d'une meilleure appréciation du rôle de F.O., considérée comme « organisation ouvrière ». Le document du C.C.N. reprenant les déclarations, Frachon dit expressément : « L'existence d'organisations F.O. représente aux yeux des travailleurs, l'élément principal de leur division. »

Autre progrès : le mot d'ordre des C.U.A., élus à la base sur appel de la C.G.T. exclusivement perd de son acuité au profit de la recherche d'une politique susceptible de rassembler les travailleurs. Citons :

« L'accord entre organisations peut-il aider à la réalisation de l'union entre tous les travailleurs ? »

« L'expérience, et notamment celle des grèves du printemps 1951 et du mois d'août 1953, nous montre que oui. »

Le document du C.C.N. ajoute ensuite que la mise en mouvement de larges masses ouvrières doit être mise à profit pour constituer notamment des C.U.A. et cite en exemple la Loire-Inférieure où les trois unions départementales (C.G.T., F.O., C.F.T.C.) le 28 avril, ont appelé à la constitution de Comités dans les entreprises.

On peut encore signaler le progrès que constitue l'organisation de véritables unions locales organisant la lutte intercorporativement, car depuis août 1953, les travailleurs aspirent constamment à lier leur lutte à celle de tous les autres, indépendamment de leur profession. Rappelons-nous le rôle des comités intersyndicaux en août 1953 que nous avons largement rapporté dans ce journal. C'est pourtant sur le problème de la lutte d'ENSEMBLE qu'a reculé le C.C.N. Tout en affirmant : « Après le 29 janvier, il était absolument juste et nécessaire d'ouvrir une perspective claire de lutte pour l'ensemble de la classe ouvrière ». Les militants ouvriers peuvent se demander POURQUOI il n'en est plus de même aujourd'hui.

Condamner « la grève générale » dans les conditions actuelles et se replier vers l'organisation de la lutte à l'usine ou dans la corporation marque un recul très net.

De meilleures revendications toujours mieux « affûtées », dans les usines, ateliers, bureaux et services, tout aussi indispensable que cela soit (et l'adoption des 25 fr. uniformes n'est pas nous démentir) ne remplacent pas une politique capable de les faire aboutir. Les attaques portées contre les 25.166 fr. aboutissent à désorganiser toute recherche d'une plateforme de combat capable de rassembler tous les travailleurs INTERCORPORATIVEMENT ET NATIONALEMENT.

L'augmentation massive des salaires, la conclusion de véritables conventions collectives passent par la lutte contre le gouvernement capitaliste. Elles exigent le FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES DU SOMMET A LA BASE ET DE LA BASE AU SOMMET ; et la PREPARATION EN COMMUN de l'organisation de la LUTTE D'ENSEMBLE de la classe ouvrière.

R. DUPARC.

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

L'analyse et les perspectives établies au Congrès de 1951 avaient amené notre mouvement international à fixer une tactique audacieuse pour toute une série de pays où le mouvement ouvrier est depuis longtemps canalisé dans de vieux partis. La crise révolutionnaire de la société, avait dit le Congrès, provoquera pendant toute une période une crise au sein des partis traditionnels, les masses commençant par se resserrer autour d'eux aux premières phases de leur radicalisation ; d'où la nécessité pour les marxistes révolutionnaires de se joindre à ces organisations traditionnelles, d'y aider à la maturation de courants de gauche, afin d'œuvrer à la formation de partis révolutionnaires de masse, organisés dans une IV^e Internationale, condition essentielle de la victoire finale de la révolution mondiale.

Une fois encore, l'histoire vérifiait que de grands tourments ne s'opèrent pas sans luttes intérieures, sans crises : les uns se rebellaient contre ce qui allait à l'encontre de perspectives anciennes et criaient à la liquidation du trotskysme ; d'autres renouaient effectivement à des principes de notre mouvement, obnubilés par tel ou tel aspect limité de la situation.

Les contradictions du monde présent, les forces énormes qui y agissent, devaient ainsi trouver un reflet dans notre mouvement. Mais en raison de notre faiblesse numérique et de la faible base ouvrière sur laquelle nous reposons, dans cette crise l'existence même de notre Internationale se trouva mise en péril. La notion d'un parti mondial centralisé, qui est une des plus hautes acquisitions du marxisme pour la période actuelle de déclin du capitalisme et de révolution mondiale, se trouva contestée, pis même piétinée, bafouée.

Dans ces conditions, le IV^e Congrès Mondial fut avant tout marqué par un combat idéologique et politique d'un très haut niveau pour la défense de la IV^e Internationale.

Les questions politiques et organisationnelles cruciales afférentes à la situation internationale et à la situation de notre mouvement furent traitées à fond, afin de pouvoir leur donner des réponses claires, fermes, constituant une ligne marxiste révolutionnaire précise, garantie première pour surmonter la crise et préparer nos victoires futures.

En face des absences, des défections, le IV^e Congrès Mondial déclara qu'il ne renonçait nullement à faire tous les efforts susceptibles de rétablir l'unité des rangs trotskystes.

Le IV^e Congrès Mondial a déclaré que le rétablissement de l'unité du mouvement trotskyste était possible et désirable dans le cadre du Parti mondial centralisé. A cet effet, il a transmis une résolution à ceux qui avaient rompu depuis le Congrès précédent, leur laissant le choix entre une unité immédiatement rétablie, ce qui entraînerait leur représentation aux organismes dirigeants de l'Internationale et la convocation d'une Conférence Internationale, et la tenue préalable d'une discussion dans des modalités à établir en commun.

Cela adopté, le IV^e Congrès Mondial a considéré que son devoir principal était envers la classe ouvrière internationale, envers

les masses en lutte, envers les militants à la recherche d'une politique qu'ils ne trouvent pas dans leurs organisations de la part de directions timorées ou traîtresses, de passer à la tâche essentielle pour laquelle la IV^e Internationale a été créée, c'est-à-dire contribuer à créer une direction internationale aux masses travailleuses. A cet effet, il se devait de répondre aux problèmes les plus brûlants de la situation présente.

La discussion du rapport politique a abouti au vote d'une résolution qui, confirmant les données essentielles déjà établies au Congrès précédent, souligne les points suivants tels qu'ils ressortent d'une étude sérieuse de la situation :

— le développement de la crise du capitalisme, les menaces de crise économique majeure qui se dessinent (et envers lesquelles les mesures gouvernementales aux Etats-Unis sans être négligeables ne peuvent toutefois apporter que des palliatifs temporaires), le potentiel militaire déjà accumulé par l'impérialisme, ont fait entrer le monde dans une situation critique : la situation peut se prolonger pendant quelques années ainsi, mais dans ce même temps, toute détérioration sérieuse du rapport de forces ou toute menace de crise économique majeure peut amener l'impérialisme américain à déclencher les hostilités.

— du côté des Etats anticapitalistes, on observe un progrès économique et culturel très notable. Le « cours nouveau » des successeurs de Staline vise à améliorer les rapports du pouvoir avec les masses, à donner une base plus large au régime bureaucratique, à améliorer les rapports entre les diverses branches de l'économie. Mais ces mesures, loin de renforcer l'emprise de la bureaucratie, vont être utilisées par les masses, par les forces nouvelles produites par le développement économique et culturel, pour revendiquer des droits sur le contrôle et la gestion de la société soviétique. Ainsi grandissent les conditions objectives et subjectives nécessaires à la révolution politique qui abattra le régime de la bureaucratie et permettra un nouvel essor de la démocratie socialiste.

La résolution, en étudiant les contradictions interimpérialistes, insiste sur leur caractère subordonné en face de la contradiction essentielle entre les forces de la révolution et celles de la contre-révolution.

Le Manifeste du Congrès reprend les idées émises dans la résolution politique sous la forme d'un appel aux masses laborieuses de tous les pays : « Engagez-vous avec confiance dans les luttes décisives pour le socialisme ».

Tous les phénomènes relatifs au stalinisme — qu'il s'agisse de la société soviétique, des pays qui se trouvent sous l'emprise de la bureaucratie de Moscou ou sont dirigés par les Partis communistes formés à l'école stalinienne, ou les P.C. des pays capitalistes — ont donné lieu à une discussion basée sur un document intitulé : « Montée et déclin du stalinisme ». La discussion fort approfondie a mis en lumière que, partout, ce qui avait été suscité sous l'impulsion de la Révolution russe, dans sa période d'ascension de 1919-1923 ou dans sa période de déclin de 1923-43, connaît à présent de sérieuses transformations dans lesquelles se manifeste l'affaiblissement de la bureaucratie et mûrissent les conditions du renversement du pouvoir de celle-ci tant sur les sociétés étatiques que sur les formations politiques qu'elle contrôle. La nature de ces transformations, leurs limites actuelles, les problèmes qu'elles posent — et avant tout les moyens de lutte des bolcheviks-léninistes pour exploiter ces conditions en vue de régénérer le mouvement ouvrier et les Etats anticapitalistes, ont été enregistrés dans les documents du IV^e Congrès, poursuivant ainsi le travail, entrepris jadis par Trotsky, lors de la montée du stalinisme, mais avec la conviction profonde que commencent à s'écrire les dernières pages du noir cauchemar qui a assombri la naissance de la société socialiste.

Le Congrès accorda une attention importante à l'activité des diverses sections de l'Internationale qui, depuis le dernier Congrès, a pris des formes extrêmement variées : Ceylan où le Lanka Sama Samaja Party a derrière lui la plus forte partie des travailleurs organisés ; la Bolivie où le P.O.R. est le parti ouvrier le plus important qu'il cherche à arracher la majorité des travailleurs à l'influence du M.N.R. petit bourgeois ; les pays où la social-démocratie ou le stalinisme dominent le mouvement ouvrier ; les pays où la classe ouvrière quoique organisée syndicalement n'a pas encore constitué un parti ouvrier de masse (Etats-Unis, nombreux pays de l'Amérique latine). La situation dans le Moyen-Orient, la compréhension des

événements qui se déroulent en Egypte notamment, furent également l'objet des discussions.

LES documents politiques adoptés par le Congrès et les principales résolutions paraîtront bientôt dans Quatrième Internationale et probablement en brochure. Nous invitons tous les lecteurs à les lire et à les faire lire, tout particulièrement par les militants ouvriers, par les militants communistes qui éprouvent un malaise ou une angoisse du fait que leurs organisations ne leur apportent pas de solutions claires, précises, fermes, dans une situation dont la gravité apparaît à chacun.

Mais, nous voulons ici souligner une leçon de ce Congrès dépassant le texte même des documents adoptés.

Il n'y a aucun doute que la situation internationale, à présent un caractère plus global, plus unitaire que jamais De Dien-Bien-Phu au Guatemala, tout se tient. Dans le monde capitaliste, il y a une direction, celle de l'impérialisme américain ; elle suscite quelques grognements de ses suiveurs, mais l'unité de politique impérialiste ne peut être sérieusement contrecarrée et mise en brèche que par les grands mouvements de masse.

Or les masses, elles, n'ont pas encore de véritable direction internationale conduisant leurs luttes d'une manière unitaire vers le renversement de la bourgeoisie. Ou bien elles sont dirigées par des directions réformistes ou petites bourgeoises cédant à la pression de l'impérialisme, ou bien elles ont des directions subordonnées au Kremlin qui recherche le statu quo, la coexistence pacifique, et qui ne vise pas à la conquête du pouvoir. L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER TEMOIGNE PRECISEMENT QUE LA PLUS DIFFICILE DES TACHES EST LA CONSTRUCTION D'UNE DIRECTION INTERNATIONALE.

QUAND la faillite de la III^e Internationale fut patente, Trotsky et les bolcheviks-léninistes se mirent à l'œuvre pour construire une nouvelle direction internationale, la IV^e Internationale. Jusqu'à ce jour, nous ne sommes pas parvenus à former dans les pays les plus importants, de forts partis révolutionnaires de masse ; de ce fait il semble que la IV^e Internationale ne soit qu'un rassemblement de petits groupes, et par suite qu'elle n'est pas un facteur politique important. On peut même dire que c'est là l'argument premier et dernier de tous ceux qui nous ont quittés. Nous ne nions pas l'importance de l'arithmétique dans la mesure des forces politiques, mais ceux qui partent de là font une erreur énorme. L'Internationale n'est pas la somme de groupes nationaux, c'est une unité politique et organisationnelle. Elle est dans le monde ouvrier la seule organisation internationale, la seule qui donne une réponse cohérente à tous les problèmes du mouvement ouvrier, une réponse globale aux problèmes objectivement posés par la situation internationale actuelle.

Les vieilles organisations connaissent des crises autrement plus profondes que celle de la IV^e Internationale. En leur sein, des forces sont à la recherche de solutions pour ces problèmes dont aucune n'est d'ordre strictement national. Des courants nouveaux apparaissent, dont certains comme le bevanisme ont connu une croissance rapide. Mais aucun courant nouveau ne connaît de stabilité tant qu'il n'aura pas trouvé une réponse satisfaisante aux problèmes qui l'ont précisément engendré, et aucun courant nouveau ne trouvera de réponse satisfaisante tant qu'il ne posera pas et ne résoudra pas le problème qui condense tous les problèmes de l'heure : à savoir la direction internationale, l'Internationale dirigeant les gigantesques mouvements de masse d'une façon unitaire vers la victoire du socialisme mondial.

Les canaux d'organisation par lesquels s'effectuera le passage de la IV^e Internationale avant-garde d'aujourd'hui, à la IV^e Internationale direction de masse de demain, ne sont pas encore discernables. Mais il n'y a pas de doute que la voie sur laquelle sont engagées les sections de la IV^e Internationale pour leur intégration dans le mouvement des masses tel qu'il est à présent prépare ce passage. Les événements qui dépassent de loin tout ce que l'histoire humaine a connu imposent de plus en plus fortement à la pensée des hommes la recherche de cette direction et ceux-ci reconnaîtront dans ces Congrès de la IV^e Internationale d'aujourd'hui ceux qui, seuls, ont consciemment assuré la continuité de l'œuvre commencée par Marx et Engels, et poursuivie par Lénine et Trotsky, et préparé la victoire mondiale du socialisme.

Luttes dans le Papier-Carton

Après dix jours de lutte opiniâtre les travailleurs des « Papeteries de la Seine » à Nanterre ont repris le travail, unis comme au premier jour, emportant un succès partiel, mais le fruit d'une riche expérience.

Il y a longtemps qu'on avait vu ça dans cette entreprise, depuis 1947 il ne s'était pour ainsi dire rien passé.

Autant dire que le patron s'en donnait à cœur joie.

Quelle était la situation ?

L'entreprise groupe 1.400 travailleurs dont beaucoup de femmes et d'ouvriers Nord-Africains, personnel pour la plupart inorganisé.

Les conditions de travail sont dures, les cadences élevées et la sécurité nulle, surtout pour les femmes et les Nord-Africains. La sécurité de l'emploi également inexistante, certains services pour les femmes faisant dix et onze heures pendant un temps et d'une semaine à l'autre c'est le chômage.

Samedi 10 juillet, le personnel décida à l'unanimité de débrayer une heure pour protester contre le licenciement d'un délégué C.G.T. et pour l'obtention d'une prime de vacances.

Devant l'arrogance de la direction, les travailleurs décidèrent de reporter la reprise du travail au lendemain et ainsi de suite.

Rapidement, ces ouvriers, qui pour la plupart faisaient grève pour la première fois, s'organisent.

— Election du comité de grève ;

- Assemblées générales ;
- Délégations quotidiennes au patron.

Ils firent un dur apprentissage. Le patron refusa de discuter. Il fit envoyer les cars de flics devant l'usine. Il utilisa ses agents dans le comité d'entreprise pour colporter des faux bruits selon lesquels une prime allait être accordée sur les crédits alloués aux œuvres sociales.

Le comité de grève sortit immédiatement un tract dénonçant cette manœuvre honteuse.

Au bout de huit jours, le patron consentit à discuter, il pliait les genoux. Il y avait longtemps qu'il n'avait vu un tel mouvement.

En définitive devant le bloc uni des travailleurs C.G.T., F.O., C.F.T.C. et inorganisés et leur volonté inébranlable, la direction lâcha une prime exceptionnelle de 5.000 francs, s'engageant à ne pas toucher aux œuvres sociales et à ne pas prendre de sanction pour fait de grève.

Les travailleurs ont décidé de reprendre le travail, de continuer la lutte dans l'usine pour la réintégration de leur délégué, et ont déposé leur cahier de revendications élaboré pendant la grève.

Quel est l'enseignement à tirer ? D'abord, que la réussite de ce mouvement assure des combats futurs et, immédiatement cela se concrétisera par la confiance dans la grève comme

moyen de lutte et dans le crédit accordé à la C.G.T. comme seule organisation combative et capable. Celle-ci est sortie renforcée de la grève.

Il est significatif également que la corporation du Papier-Carton qui n'est pas un secteur d'avant-garde de la classe ouvrière, inaugure depuis un mois une belle série de mouvements revendicatifs.

Pour ne citer que quelques-uns.

Les travailleurs des papeteries Vincent Montgolfier à Charovines (Isère) ont obtenu 10 fr. de l'heure. A la « Cellulose du Pin », prime de vacances de 6.000 à 8.000 francs.

Dans les Alpes et le Limousin, groupant de nombreuses entreprises, grande activité.

Grève dans sept usines des sociétés « Papeteries du Limousin » et « Papeterie du Bouchet », obtention d'une prime de vacances.

Grève des 320 ouvriers de chez Zig-Zag à Thonon (Haute-Savoie).

Ceci montre qu'il est possible d'arracher immédiatement quelque chose, mais ce qui manque le plus, c'est qu'il n'y ait pas de lien entre ces actions, notamment de revendication uniforme pour la corporation permettant d'unifier le mouvement. Ensuite, il faut lier leur combat avec celui de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est un secteur qui se mobilise pour les luttes futures de toute la classe.

Correspondant.